

# Prévisions conjoncturelles

## Prévisions pour la Suisse

Le début de l'année 2021 est sous le signe de la seconde vague de Covid-19. Les mesures de confinement plus strictes imposées en décembre et janvier ne vont pas sans de lourdes pertes de valeur ajoutée dans les secteurs touchés, notamment dans l'industrie hôtelière. Rien n'indique cependant un effondrement économique aussi grave que celui consécutif au premier confinement du printemps dernier. D'une part, les restrictions sont moins étendues ou touchent moins de secteurs.<sup>14</sup> D'autre part, de nombreuses entreprises, mieux préparées, ont misé davantage sur les canaux de distribution alternatifs, tels que les services de livraison ou l'achat en ligne et le retrait en magasin. Les données disponibles indiquent finalement une tendance positive dans le secteur industriel ; le PMI de l'industrie pour la Suisse a augmenté en février pour atteindre son plus haut niveau depuis l'été 2018. Le durcissement des mesures depuis l'automne dernier a également eu moins d'impact sur l'économie d'importants partenaires commerciaux de la Suisse que redouté initialement.

L'évolution conjoncturelle dépend essentiellement de la situation épidémiologique et des mesures qui y sont liées. Début mars, la première étape de l'assouplissement s'est achevée avec la réouverture complète du commerce de détail. Il est probable que cela ait entraîné un certain effet de rattrapage dans les catégories de consommation concernées. D'autres assouplissements sont prévus dans les mois à venir, tant en Suisse qu'au niveau international. Dans ses prévisions actuelles, le groupe d'experts prend pour hypothèse que ces mesures entreront pour l'essentiel en vigueur comme prévu et qu'il ne sera pas nécessaire de durcir davantage les mesures de confine-

**Effets ralentisseurs en début d'année**

**Pandémie et mesures sanitaires restent des facteurs déterminants**

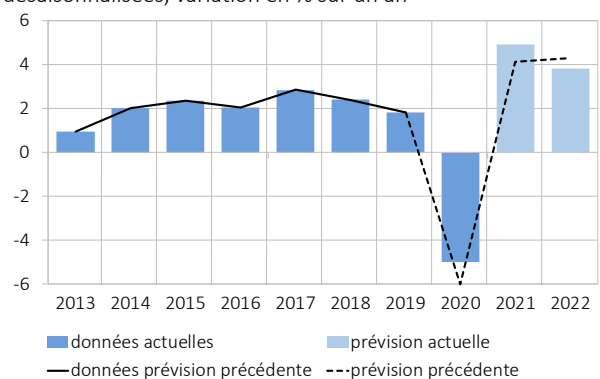
ment ayant une forte incidence sur l'économie. La demande des consommateurs, notamment, devrait alors continuer de se redresser.

Il est vrai que la faiblesse des accords salariaux et la hausse des prix à la consommation pèsent sur le revenu réel disponible. Cependant, une partie au moins de la population a réalisé en 2020 d'importantes économies supplémentaires. Bien des secteurs de consommation n'étaient accessibles que dans une mesure limitée ; en même temps, les mesures de stabilisation, notamment l'indemnisation du chômage partiel, ont permis de limiter la perte de revenus. Suite aux mesures d'assouplissement, la demande dans les secteurs du tourisme, des transports, des loisirs et de la culture devrait donc s'accroître considérablement. On peut également s'attendre à une plus grande consommation publique du fait des dépenses supplémentaires liées au Covid-19.

**Effets de rattrapage dans la consommation**

### graphique 39 : Demande mondiale

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondérés par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % sur un an



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

Parallèlement, la conjoncture à l'étranger devrait se redresser. Les données les plus récentes suggèrent que la demande mondiale évoluera plus favorablement cette

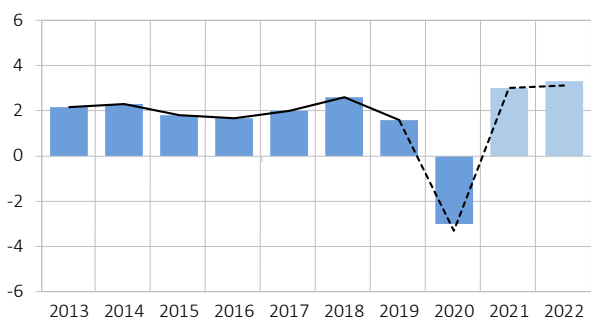
<sup>14</sup> Pour une vue d'ensemble des mesures, voir : <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/massnahmen-des-bundes.html#1570431754>.

année que ce qui était prévu dans les dernières prévisions (graphique 39, tableau 6), avec des effets positifs correspondants sur l'économie suisse d'exportation. Les exportations de marchandises, en particulier, devraient se redresser sensiblement. Cela permettrait d'accroître l'utilisation des capacités de production en Suisse, de sorte que l'on peut s'attendre à une croissance substantielle des investissements en biens d'équipement pour l'année en cours, soutenue en outre par la persistance de bonnes conditions de financement sur les marchés du crédit et des capitaux. La politique monétaire et la politique budgétaire devraient rester expansionnistes. Pour autant qu'il ne soit plus nécessaire d'imposer des mesures de confinement, les secteurs économiques particulièrement exposés, comme le tourisme international, devraient également trouver une issue à la crise.

Dans ce contexte, le groupe d'experts confirme largement ses prévisions de décembre concernant le PIB. Pour 2021, il continue de prévoir une croissance supérieure à la moyenne, de 3,0 %, du PIB corrigé des événements sportifs (graphique 40, tableau 7). Le niveau du PIB d'avant la crise devrait ainsi être à nouveau dépassé vers la fin 2021, soutenu à la fois par les composantes de la demande intérieure et par le commerce extérieur (graphique 41). En incluant les effets des grands événements sportifs internationaux prévus pour 2021, cela correspond à une croissance de 3,2 %.

**graphique 40 : Prévisions du PIB**

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des grands événements sportifs, variation en % sur un an



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts pour les prévisions

La reprise qui s'amorce améliore également la situation sur le marché du travail : le chômage partiel est progressivement réduit et le chômage diminue peu à peu. Le taux de chômage devrait s'établir en moyenne à 3,3 % pour l'année (prévision inchangée).

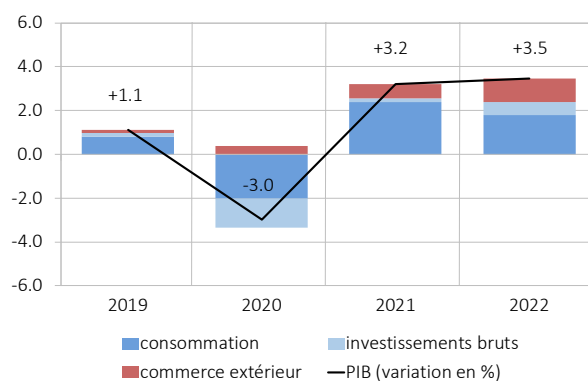
Le groupe d'experts prévoit pour 2022 un taux de croissance du PIB corrigé des grands événements sportifs de 3,3 % (3,5 % en incluant l'effet des grands événements sportifs internationaux). Les exportations de biens et de services devraient dépasser sensiblement les niveaux d'avant la crise. Le commerce extérieur contribuerait ainsi positivement à la croissance du PIB, mais les importations devraient augmenter du fait de la reprise de la demande intérieure. Au terme de l'horizon de prévision, la croissance économique devrait se normaliser au fur et à mesure que les effets de rattrapage s'estomperont.

**PIB 2022 corrigé des événements sportifs : +3,3 %**

La reprise économique est susceptible d'avoir un impact notable sur le marché du travail. En 2022, le taux de chômage devrait tomber à 3,0 % en moyenne et l'emploi devrait augmenter sensiblement.

**graphique 41 : Prévisions du PIB et contributions à la croissance**

valeurs réelles, y c. événements sportifs, contribution des composantes en points de pourcentage, 2021–2022 : prévisions



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

## Risques

Les plus grandes incertitudes tiennent à la pandémie, aux réactions potentielles des agents économiques et des décideurs politiques ainsi qu'aux effets économiques secondaires.

La reprise serait considérablement retardée si de nouvelles mesures de confinement drastiques devaient être prises en Suisse et chez d'importants partenaires commerciaux au cours des prochains mois, par exemple en raison de retards dans les programmes de vaccination contre le Covid-19.

On ne peut pas non plus exclure que la pandémie pèse sur la conjoncture économique jusqu'en 2022, par exemple du fait de la propagation de mutants du coronavirus réagissant moins bien aux vaccins disponibles. Il pourrait y avoir en outre des effets économiques secondaires, tels

que des suppressions d'emplois et des faillites d'entreprises, plus graves que ceux envisagés dans les prévisions du groupe d'experts. Les risques liés à la dette souveraine et à la solvabilité des entreprises s'en trouveraient également amplifiés.

À l'inverse, la reprise au cours de l'année 2021 pourrait être, au niveau international, plus vigoureuse que ce qui était annoncé dans les prévisions du groupe d'experts, en raison notamment d'effets de rattrapage accrus en matière de dépenses de consommation privée.

Mais l'économie mondiale est aussi exposée à d'autres risques inhérents au conflit commercial international. Une certaine incertitude plane en outre sur les relations entre la Suisse et l'UE en ce qui concerne l'accord institutionnel. Enfin, sur le plan intérieur demeure le risque de corrections plus importantes dans le secteur immobilier.

tableau 6 : Conjoncture internationale et cadre monétaire, mars 2021<sup>15</sup>

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles,  
 PIB : valeurs réelles, corrigées des effets saisonniers et calendaires

	2019	2020	2021 *	2022 *
<b>Produit intérieur brut, comparaison internationale</b>				
États-Unis	2.2	-3.5	5.1 (3.4)	3.1 (4.0)
Zone euro	1.3	-6.8	3.7 (3.5)	3.8 (4.2)
Allemagne	0.6	-5.3	3.5 (3.6)	3.9 (4.1)
Royaume-Uni	1.4	-9.9	5.1 (6.0)	5.7 (5.8)
Japon	0.3	-4.9	3.5 (2.7)	2.0 (2.5)
Pays du Bric	4.8	-1.0	8.3 (7.7)	5.3 (5.5)
Chine	6.0	2.3	8.8 (8.1)	5.4 (5.6)
Demande mondiale	1.8	-5.0	4.6 (4.1)	3.8 (4.3)
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	64.3	41.8	63.3 (45.2)	65.4 (45.9)
<b>Suisse</b>				
Libor à trois mois en %	-0.7	-0.7	-0.7 (-0.8)	-0.7 (-0.7)
Rendement des emprunts à 10 ans en %	-0.5	-0.5	-0.3 (-0.5)	-0.3 (-0.5)
Indice réel du cours du franc	0.7	3.9	0.3 (0.1)	0.0 (0.0)

sources : SECO, institutions statistiques internationales, U.S. EIA, BNS  
 \* hypothèses du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions

tableau 7 : Conjoncture suisse, mars 2021<sup>16</sup>

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles, contributions à la croissance en points de pourcentage,  
 prévisions du PIB et des composantes : valeurs réelles, corrigées des effets saisonniers et calendaires

	2019	2020	2021 *	2022 *
<b>Produit intérieur brut, corrigé des événements sportifs</b>	1.6	-3.0	3.0 (3.0)	3.3 (3.1)
<b>Produit intérieur brut (PIB) et composantes</b>	1.1	-3.0	3.2 (3.2)	3.5 (3.3)
Consommation privée	1.4	-4.5	3.7 (4.1)	3.7 (2.7)
Consommation de l'État	0.9	2.9	4.2 (2.0)	-0.8 (0.4)
Investissements dans la construction	-0.5	-0.7	1.0 (0.5)	0.2 (0.2)
Investissements en biens d'équipement	2.2	-2.2	4.0 (3.3)	3.5 (3.5)
Exportations de biens	4.9	-1.7	3.7 (3.2)	4.8 (5.9)
Exportations de services	-3.0	-17.2	13.9 (5.2)	7.0 (13.5)
Importations de biens	2.8	-7.4	4.0 (4.0)	4.5 (6.0)
Importations de services	2.0	-12.7	12.6 (5.5)	4.8 (10.0)
<b>Contributions à la croissance du PIB</b>				
Demande intérieure finale	1.1	-2.4	3.1 (2.9)	2.4 (2.0)
Commerce extérieur	0.1	0.4	0.7 (0.1)	1.1 (1.3)
<b>Marché du travail et prix</b>				
Emplois en équivalents plein temps	1.6	0.0	0.3 (0.3)	1.5 (1.5)
Taux de chômage en %	2.3	3.1	3.3 (3.3)	3.0 (3.0)
Indice des prix à la consommation	0.4	-0.7	0.4 (0.1)	0.4 (0.3)

sources : OFS, SECO  
 \* prévisions du Groupe d'experts de la Confédération,  
 entre parenthèses : prévisions précédentes

<sup>15</sup> Bric : agrégat pondéré du PIB à parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

<sup>16</sup> Exportations et importations de marchandises ainsi que contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.

## Scénarios

Vu le haut niveau d'incertitude qui persiste, le SECO complète les prévisions du groupe d'experts par trois scénarios (graphique 42, graphique 43, tableau 8). Les scénarios 1 et 2 tiennent compte de différents risques de retardement. Le scénario 3 illustre la survenance de risques positifs.

### Scénario 1 : « Retardement »

Si la situation épidémiologique revient progressivement à la normale dans certains pays, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, elle reste tendue en Suisse et dans la zone euro jusqu'à l'été en raison de retards dans les programmes de vaccination contre le Covid-19. Les réouvertures d'entreprises envisagées pour le 2<sup>e</sup> trimestre seront ainsi reportées et certaines réouvertures seront annulées. Une levée profonde et durable des mesures restrictives sur le plan économique n'aura donc lieu qu'au cours du 3<sup>e</sup> trimestre. Les secteurs particulièrement exposés (tourisme, gastronomie, divertissement) continuent à souffrir sévèrement des restrictions économiques et sont plus durablement tributaires de mesures de soutien. Les faillites et les licenciements dans les industries concernées sont en augmentation. De plus, la faible croissance dans la zone euro pèse sur l'économie d'exportation et sur l'activité d'investissement en Suisse.

Dans ce scénario, la reprise de l'économie est retardée par rapport aux prévisions de base. Pour l'ensemble de l'année 2021, cela se traduit par une croissance du PIB de seulement 1,8 %, puis de 4,3 % en 2022. Le chômage augmente jusqu'au milieu de l'année 2021 et, après une baisse au second semestre, il atteint une moyenne annuelle de 3,4 % en 2021. En 2022, il continuera de diminuer pour atteindre une moyenne annuelle de 3,0 %. Par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte cumulée du PIB d'ici à la fin 2022 est d'environ 98 milliards de francs suisses (en termes nominaux).<sup>17</sup>

### Scénario 2 : « Effets de second tour »

La reprise est entravée par des effets économiques secondaires et la situation épidémiologique restera fragile jusqu'en 2022 dans le monde entier, notamment en raison de nouvelles mutations du virus. Après des assouplissements temporaires, certaines mesures de confinement sont réinstaurées, au moins provisoirement, ce qui signifie que les perspectives à moyen terme restent faibles

dans les secteurs exposés tels que l'hôtellerie, les transports et l'événementiel. Il y a des vagues de faillites et de licenciements dans les branches touchées, ce qui induit des effets secondaires dans d'autres secteurs de l'économie. Ces effets secondaires et la fragilité de la situation épidémiologique affaiblissent également la demande étrangère. La crise s'intensifie au niveau international par le biais du commerce extérieur, en particulier dans les services concernés (notamment le tourisme), mais aussi dans les échanges de marchandises. Tout cela pèse également sur l'industrie suisse des exportations. Les investissements prévus sont annulés, et l'industrie licencie de plus en plus de personnel. Le chômage augmente sensiblement, exerçant une pression supplémentaire sur la consommation.

Dans ce scénario, la reprise économique sur l'ensemble de l'horizon prévisionnel est nettement plus faible que dans la prévision de base. Le taux de croissance du PIB qui en résulte pour l'ensemble de l'année 2021 n'est que de 1,1 %, suivi de 2,1 % en 2022. Le chômage continue d'augmenter, atteignant une moyenne annuelle de 3,6 % en 2021 avant de retomber à une moyenne de 3,5 % en 2022. Par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte de PIB cumulée jusqu'à la fin de 2022 est d'environ 132 milliards de francs suisses (en termes nominaux). Le niveau d'avant la crise ne sera atteint que dans le courant de l'année 2022.

### Scénario 3 : « Compensation »

La situation épidémiologique se normalise rapidement et durablement sur le plan international. Dans le monde entier, la reprise économique est beaucoup plus forte que ne le prévoyait le groupe d'experts. Les ménages privés ont beaucoup de besoins de rattrapage à combler après un hiver difficile et une longue phase de restriction imposée aux consommateurs. L'offre renouvelée de possibilités de consommation entraîne dès lors des effets de rattrapage plus importants que prévu dans les prévisions de base, et ces effets sont encore renforcés par l'épargne supplémentaire accumulée par certains ménages en 2020 et par l'amélioration de la situation sur le marché du travail. Ces effets de rattrapage se font également sentir à l'étranger et s'intensifient à l'échelle internationale, ce dont bénéficie l'industrie suisse d'exportation. Ces perspectives beaucoup plus positives incitent les entreprises,

Assouplissements étendus et prolongés seulement au 3<sup>e</sup> trimestre

L'économie ne se redresse que lentement

Reprise retardée

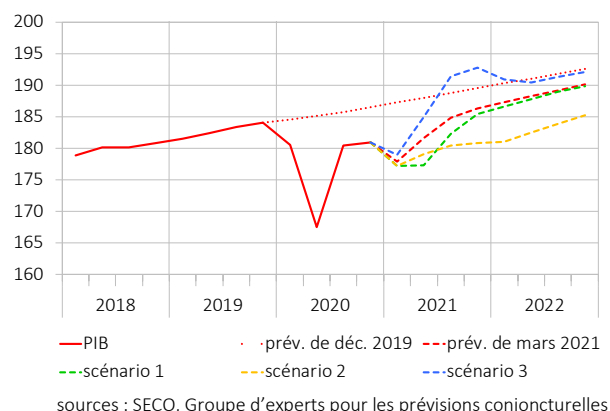
Les besoins de rattrapage chez les consommateurs...

<sup>17</sup> En décembre 2019, l'horizon de prévision du groupe d'experts ne s'étendait que jusqu'en 2021. La trajectoire du PIB prévue à ce moment-là est prolongée jusqu'à fin 2022 avec des taux moyens de croissance trimestrielle de manière à pouvoir calculer les pertes économiques jusqu'en 2022.

en Suisse comme à l'étranger, à rattraper le retard pris dans leurs investissements et à embaucher de nouveaux collaborateurs. D'ici à 2022, l'effet de rattrapage de l'ensemble de l'économie se verra ainsi renforcé de sorte que la trajectoire du PIB qui aurait été prévue sans la crise du Covid-19 sera même dépassée en Suisse, mais aussi dans d'autres pays, à un rythme plus rapide.

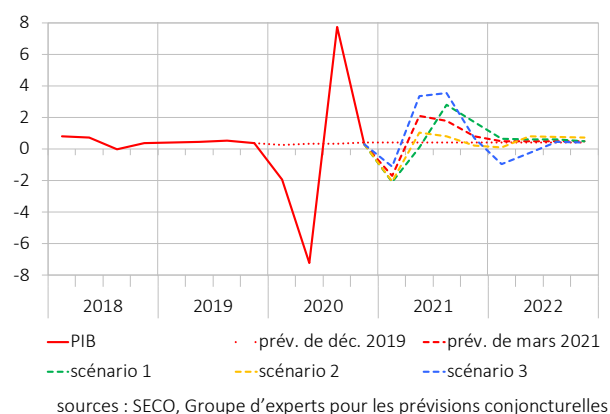
Ce scénario se traduit par une forte reprise avec des taux de croissance du PIB s'élevant respectivement à 5,4 % et 2,2 % pour 2021 et 2022. Le chômage diminue progressivement à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2021 et n'atteint plus que 2,7 % en moyenne en 2022. Cependant, même dans ce scénario positif, les effets économiques de la crise du Covid-19 seraient considérables. Par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte cumulée du PIB d'ici à fin 2022 est de l'ordre de 57 milliards de francs suisses (en termes nominaux).<sup>18</sup> La forte reprise de la demande entraîne une hausse temporaire de l'inflation en raison d'une utilisation accrue des capacités.

**graphique 42 : Prévisions du PIB et scénarios, niveaux<sup>18</sup>**  
en milliards de francs, valeurs réelles corrigées des effets des événements sportifs



**graphique 43 : Prévisions du PIB et scénarios, croissance<sup>18</sup>**

variation en % par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles et corrigées des effets des événements sportifs



**tableau 8 : Prévisions conjoncturelles de mars 2021 et scénarios pour la conjoncture<sup>18</sup>**

PIB : valeurs réelles, corrigées des événements sportifs, Prévisions et scénarios du PIB : valeurs également désaisonnalisées  
Perte de valeur ajoutée : en comparaison avec les prévisions de décembre 2019, valeurs nominales, en milliards de francs

	2020	Prévisions mars 2021		Scénario 1		Scénario 2		Scénario 3	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Croissance du PIB en %	-3,3	3,0	3,3	1,8	4,3	1,1	2,1	5,4	2,2
Taux de chômage en %	3,2	3,3	3,0	3,4	3,0	3,6	3,5	3,0	2,7
Perte de valeur ajoutée	37	29	19	39	22	46	50	13	7

sources : SECO, Groupe d'experts de la Confédération

<sup>18</sup> En décembre 2019, l'horizon prévisionnel du groupe d'experts ne s'étendait que jusqu'en 2021. Pour pouvoir calculer les pertes économiques jusqu'en 2022, la trajectoire du PIB prévue à ce moment-là est prolongée jusqu'à fin 2022 avec des taux de croissance trimestriels moyens.